

Les Grands Dossiers À Washington

●Le Congrès a refusé de reconduire le Defense Production Act (DPA), entraînant l'annulation de la Section 721 (Exon-Florio) sur les investissements étrangers. Toutefois, le CFIUS (Committee on Foreign Investment in the United States) continuera de recevoir les avis de fusion, d'acquisitions et de prises de contrôle et de les examiner conformément à l'échéancier prévu à la Section 721. On s'attend à ce que le Congrès rétablisse la Section 721 au début de la nouvelle session. Il se pourrait qu'il renforce les dispositions Exon-Florio pour permettre un examen plus serré des investissements étrangers.

À L'ADMINISTRATION...

●La question des sanctions visant à empêcher les filiales américaines de sociétés canadiennes de commercer avec Cuba a été abandonnée lorsque le Président Bush a refusé de signer l'Export Administration Act avant l'échéance du 17 novembre. Le Canada s'était vigoureusement opposé à l'amendement et avait adopté une mesure de blocage en vertu de la Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères. Pour récupérer certains éléments du projets de loi, le Président a pris des décrets exécutifs ayant pour effet d'appliquer les principaux objectifs du projet de loi, y compris les mesures visant à empêcher la prolifération des armes chimiques et biologiques.

●Le Président a signé le projet de loi sur l'immigration, qui comprend des dispositions maritimes affectant le travail des débardeurs. Les objections formulées par l'Ambassade ont entraîné certaines modifications qui, au point de vue du Canada, améliorent les dispositions sur le travail des débardeurs.

●La FEC (Federal Election Commission) a tenu des audiences, les 30 et 31 octobre, sur une proposition de règle visant à interdire aux sociétés étrangères basées aux États-Unis d'établir des Comités d'action politique (CAP). Les témoins ont très majoritairement rejeté la proposition, alléguant principalement la mesure dans laquelle elle contreviendrait aux droits des employés à participer au processus politique. Si la FEC devait décider de ne pas poser de nouvelles restrictions aux CAP, les parrains d'une mesure législative visant à mettre fin renouvelleront probablement leurs efforts au Congrès.

Pour de plus amples renseignements...

Voici une liste des agents de l'Ambassade qui suivent de près les événements décrits dans le présent document. Le numéro de téléphone principal de l'Ambassade est le (202) 682-1740

ALÉ et politique commerciale

William Dymond, Ministre-conseiller,
poste 7334

Politique économique

Philip Somerville, Ministre-conseiller,
poste 7427

Développement commercial

David Ryan, Ministre-conseiller,
poste 7742

Congrès

Jonathan Fried, Conseiller, poste 7344

Environnement

Ross Glasgow, Premier secrétaire, poste 7736